

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

12 novembre 2015

SANTÉ - (N° 3215)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

**AMENDEMENT**

N° 9

présenté par

M. Lazaro, M. Straumann, Mme Levy, M. Le Mèner, M. Piron, M. Lellouche, M. Couve,  
M. Aboud, M. Ginesy, M. Gosselin, M. Daubresse, M. Marlin, M. Vitel, M. Lurton, M. Salen,  
M. Olivier Marleix et M. Furst

-----

**ARTICLE 5 SEPTIES A**

À l'alinéa 5, substituer au mot :

« exige »

les mots :

« peut exiger ».

**EXPOSÉ SOMMAIRE**

Exiger systématiquement une pièce d'identité se révélerait d'une lourdeur excessive, sans utilité par exemple dans le cas de personnes manifestement majeures, et pouvant dans certains cas mettre en jeu la sécurité du buraliste.

Il serait plus efficace, in fine, de faire confiance à la capacité de jugement du buraliste, missionné spécifiquement par l'État pour la distribution de ce produit particulier qu'est le tabac. Des sanctions sont prévues contre le débitant en cas de manquement à sa mission.

La Confédération des buralistes et l'État ont pour objectif de renforcer les actions pour garantir que le contrôle est effectivement systématique pour tout client n'étant pas manifestement majeur.

Il est proposé d'inscrire spécifiquement dans la loi qu'en cas de doute, le buraliste a le droit d'exiger du client la preuve de sa majorité.